

## DOCUMENT S/10705

### Décision du Conseil de sécurité sur les détournements d'aéronefs

[Original : anglais]  
[20 juin 1972]

Le Président du Conseil de sécurité annonce que les membres du Conseil, le 20 juin 1972, ont adopté par consensus la décision suivante :

"Les membres du Conseil de sécurité sont gravement préoccupés par la menace que font peser sur la vie des passagers et des membres des équipages les détournements d'aéronefs et les autres actes d'ingérence illicite dans l'aviation civile internationale. Dans ces circonstances, ils tiennent à réaffirmer la résolution 286 (1970) du Conseil de sécurité, en date du 9 septembre 1970, et à rappeler que l'Assemblée générale s'est déclarée gravement préoccupée par cette situation.

"Les membres du Conseil de sécurité condamnent les actes dirigés contre la sécurité de l'aviation civile internationale qui sont commis actuellement dans

diverses régions du monde et qui constituent un grave obstacle à l'utilisation normale des transports aériens, moyen important de communications internationales, et estiment nécessaire d'y mettre fin.

"Le Conseil de sécurité demande aux Etats de prendre toutes les mesures appropriées de leur compétence pour décourager et empêcher de tels actes et de prendre des mesures efficaces contre leurs auteurs.

"Le Conseil de sécurité invite tous les Etats à développer et à intensifier les activités et mesures de coopération internationale dans ce domaine, conformément aux obligations découlant de la Charte, afin de garantir au maximum la sécurité et la sûreté de l'aviation civile internationale."

## DOCUMENT S/10706

### Lettre, en date du 20 juin 1972, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël

[Original : anglais]  
[20 juin 1972]

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur de nouveaux actes de terrorisme commis aujourd'hui contre Israël à partir du Liban.

Ce matin, un projectile de bazooka a été tiré du territoire libanais sur un autobus civil circulant dans la région de Hermon.

Plus tard, deux soldats israéliens ont été blessés par l'explosion d'une mine posée dans la même région par des agents terroristes venus du Liban.

Dans des lettres successives que je vous ai adressées, j'ai souligné la grave responsabilité encourue par le Gouvernement libanais du fait qu'il permet à des organisations terroristes arabes d'utiliser son territoire comme centre et comme base d'opérations meurtrières lancées contre Israël. J'ai rappelé que les groupes terroristes sont principalement concentrés dans le sud-est du Liban, zone à laquelle on a fini par donner communément le nom de Fatahland. C'est de cette zone que provenaient les attaques qui ont été lancées aujourd'hui.

Les organisations terroristes contrôlent entièrement cette zone, y compris les camps de réfugiés qui s'y trouvent. Cette situation a été décrite en détail dans le *New York Times* du 18 juin 1972 par le correspondant

de ce journal, qui rendait compte d'une visite qu'il avait faite dans la région quelques jours auparavant.

Selon des dépêches de presse du 19 juin, les habitants du village de Hasbiya, qui se trouve dans la zone susmentionnée, ont manifesté contre la présence des groupes terroristes et ont envoyé une délégation au Ministère de la défense du Liban pour exiger que les terroristes soient chassés.

M. Raymond Edde, dirigeant politique éminent, a formulé une demande similaire le 14 juin au Parlement libanais.

Israël demande à nouveau fermement que le Gouvernement libanais mette fin à cette situation anarchique et dangereuse et prenne des mesures effectives pour réprimer les opérations terroristes menées contre Israël à partir du territoire libanais.

J'ai l'honneur de vous prier de faire distribuer la présente lettre comme document officiel du Conseil de sécurité.

*Le représentant permanent d'Israël  
auprès de l'Organisation des Nations Unies,*

(Signé) Yosef TEKOAH

## DOCUMENT S/10707 \*

### Lettre, en date du 20 juin 1972, adressée au Secrétaire général par le représentant de la République arabe libyenne

[Original : anglais]  
[20 juin 1972]

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer à la lettre qui vous a été adressée le 16 juin 1972 par le représentant permanent d'Israël [S/10701].

\* Distribué également comme document de l'Assemblée générale sous la cote A/8733.

Une fois de plus, le représentant d'Israël a essayé de se dérober devant la question principale soulevée par le mémorandum de l'Organisation pour la libération de la Palestine concernant l'incident qui a eu lieu récemment à l'aéroport de Lydda. Afin de dissimuler les

faits relatifs aux agissements honteux et criminels du pouvoir sioniste dans la région au cours des 25 dernières années, le représentant d'Israël s'est livré à une attaque venimeuse et basse contre le peuple et les dirigeants de la République arabe libyenne.

Etant donné que les allégations que contient la lettre susmentionnée sont sans rapport avec la question véritable, j'aimerais rappeler ce qui suit :

a) L'incident qui a eu lieu à Lydda ne doit pas être considéré comme un fait isolé mais comme un élément du conflit qui se poursuit au Moyen-Orient et de la situation troublée qui règne dans la région. La responsabilité de la tension qui existe au Moyen-Orient appartient tout d'abord aux sionistes en raison de l'agression commise par eux contre le peuple palestinien, et aux Israéliens en raison de leur volonté d'assurer par la force une domination permanente sur les territoires arabes en refusant de reconnaître au peuple palestinien son droit légitime à une existence nationale et son droit de retourner dans sa patrie.

b) L'Organisation pour la libération de la Palestine est un mouvement national de libération et le représentant légitime du peuple palestinien. Elle représente la détermination de tout le peuple palestinien de se libérer de l'occupation criminelle israélienne, d'exercer son droit à disposer de lui-même et de jouir de la souveraineté nationale.

c) L'invasion sioniste constitue un défi sur lequel aucun Arabe ne peut fermer les yeux. En conséquence, le peuple et le Gouvernement libyens, de même que toutes les forces démocratiques et favorables au progrès dans le monde entier, répondront à ce défi en accordant

leur appui sous toutes les formes possibles — appui moral, politique et matériel — au combat politique et militaire des Palestiniens. Cet appui se poursuivra jusqu'au jour où ceux-ci seront libérés de l'occupation israélienne.

Les lamentations que l'on fait largement entendre au sujet des victimes innocentes de Lydda ne sont qu'une arme de plus dans la propagande à laquelle les sionistes ont recours pour dégager leurs responsabilités, pour déguiser les faits et pour semer la confusion dans l'opinion publique internationale. Elles masquent mal un plan trop évident qui vise à isoler la population opprimée de la Palestine et à salir et avilir la lutte légitime des Palestiniens. Par leurs larmes de crocodile, les sionistes espèrent faire jouer à leur profit la sympathie mondiale et passer pour les victimes alors qu'ils sont les bourreaux.

Tant qu'Israël poursuivra la politique agressive d'expansion que lui inspire son rôle de bastion de l'impérialisme au Moyen-Orient et tant qu'il persistera à exiler tout un peuple de sa terre natale, condamnant les Palestiniens à vivre en réfugiés loin de leurs foyers, les perspectives de paix dans la région demeureront on ne peut plus sombres.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

*Le représentant permanent  
de la République arabe libyenne  
auprès de l'Organisation des Nations Unies,*

*(Signé) Mansur R. KIKHIA*

## DOCUMENT S/10708

### Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 301 (1971) du Conseil de sécurité

*[Original : anglais]  
[21 juin 1972]*

1. A sa 1598<sup>e</sup> séance, tenue le 20 octobre 1971, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 301 (1971) concernant la situation en Namibie.

2. Les paragraphes 11 et 15 de la résolution sont libellés comme suit :

*"Le Conseil de sécurité,*

*"...*

*"11. Demande à tous les Etats, dans l'exercice de leurs responsabilités à l'égard de la Namibie et sous réserve des cas définis dans les paragraphes 122 et 125 de l'avis consultatif du 21 juin 1971<sup>81</sup> :*

*"a) De s'abstenir d'établir des relations conventionnelles avec l'Afrique du Sud dans tous les cas où le Gouvernement sud-africain prétend agir au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne;*

*"b) De s'abstenir d'invoquer ou d'appliquer les traités ou dispositions des traités conclus par l'Afrique du Sud au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne qui nécessitent une collaboration intergouvernementale active;*

*"c) D'examiner leurs traités bilatéraux avec l'Afrique du Sud pour s'assurer qu'ils ne sont pas incompatibles avec les paragraphes 5 et 6 ci-dessus;*

*"d) De s'abstenir d'accréditer auprès de l'Afrique du Sud des missions diplomatiques ou spéciales dont la juridiction s'étendrait au Territoire de la Namibie;*

*"e) De s'abstenir d'envoyer des agents consulaires en Namibie et de rappeler ceux qui s'y trouveraient déjà;*

*"f) De s'abstenir d'entretenir avec l'Afrique du Sud agissant au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne des relations de caractère économique ou autre qui seraient de nature à affirmer l'autorité de l'Afrique du Sud sur le Territoire;*

*"...*

*"15. Demande à tous les Etats de soutenir et défendre les droits du peuple namibien et à cette fin d'appliquer intégralement les dispositions de la présente résolution".*

3. Le paragraphe 16 priait le Secrétaire général de faire rapport périodiquement sur l'application des dispositions de la résolution.

4. Par une note en date du 29 octobre 1971, le Secrétaire général a transmis le texte de la résolution 301 (1971) aux gouvernements des Etats Membres de

<sup>81</sup> Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1971, p. 16.